



RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS 2020-2022





Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec nous à l'adresse suivante :

Agence de la consommation en matière financière du Canada
427, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario) K1R 1B9

www.canada.ca/fr/agence-consommation-matiere-financiere

ISSN : 2816-9093

©Sa Majesté le Roi du Chef du Canada, représenté par la ministre des Finances du Canada, octobre 2022.

Also available in English under the title: Consumer Protection Advisory Committee report 2020-2022

Table des matières

Message de la commissaire	1
Agence de la consommation en matière financière du Canada	2
Aperçu du CCPC	3
Réunions du CCPC	4
Membres du CCPC 2020-2022	6
Nouveaux membres en 2022	13

Message de la commissaire



J'ai le plaisir de vous présenter le premier rapport du Comité consultatif sur la protection des consommateurs (CCPC) de l'ACFC.

Le CCPC et ses membres ont donné des conseils à l'ACFC depuis sa formation en 2018. La composition et le mandat du CCPC ont été renouvelés en 2020 et le présent rapport présente les activités du comité au cours des exercices 2020-2021 et 2021-2022.

J'ai eu l'honneur de présider les réunions du CCPC et je tiens à remercier ses membres de leur engagement continu et de leur collaboration.

Je souhaite en particulier exprimer les remerciements et la reconnaissance de l'ACFC à nos membres sortants dont le mandat est terminé : Martin Coppack, Christian Corbeil, Robin Ford, George Iny, Kelley Keehn, Michelle Pommells, Glen Padassery et Benjamin Wolthers.

Vos interventions réfléchies ont grandement contribué à nos efforts collectifs et démontrent la valeur continue du CCPC en tant que forum de discussion et de coopération dans le domaine de la protection des consommateurs.

Commissaire de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada

Judith Robertson

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Raison d'être

L'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) a été créée en 2001 pour protéger les droits et intérêts des consommateurs de produits et services financiers.

La [Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada](#) décrit les fonctions de l'ACFC et ses pouvoirs en matière d'administration et d'application de la loi, et énumère les articles des lois et des règlements fédéraux qu'elle supervise et dont elle surveille l'application.

Mandat et rôles

L'ACFC a pour mandat de surveiller les [entités financières sous réglementation fédérale](#) et de renforcer la littératie financière de la population canadienne.

En tant qu'organisme de réglementation, l'ACFC veille à ce que les institutions financières, les organismes externes de traitement des plaintes (OETP) et les exploitants de réseaux de cartes de paiement respectent les mesures de protection des consommateurs énoncées dans les [lois](#), [règlements](#), [codes de conduite et engagements publics](#) en menant des activités de surveillance et de supervision.

L'Agence a également pour mandat :

- d'améliorer la sensibilisation des Canadiennes et des Canadiens à l'égard de leurs droits et responsabilités lorsqu'ils traitent avec des institutions financières;
- de suivre et d'évaluer les tendances et les enjeux susceptibles de toucher les consommateurs de produits et de services financiers, et d'améliorer la sensibilisation à cet égard;
- d'élaborer et de publier des recherches, du contenu, des outils et des programmes pour renforcer la littératie financière de la population canadienne;
- de favoriser une meilleure compréhension des services financiers et des sujets connexes en collaborant avec les intervenants, y compris les institutions gouvernementales, les organismes de réglementation et les organismes communautaires.

Aperçu du CCPC

Le Comité consultatif sur la protection des consommateurs (CCPC) fournit une orientation et des conseils à la commissaire pour l'aider à s'acquitter de son mandat de protection des consommateurs financiers.

Les membres du CCPC donnent des conseils qui informent le travail de supervision de l'ACFC, les initiatives de recherche et le développement de matériel d'éducation aux consommateurs. Les membres présentent aussi leurs points de vue sur les tendances du marché, la prestation de services financiers, les besoins des consommateurs et les répercussions de l'évolution du secteur des services financiers sur les Canadiens. Les renseignements recueillis lors des réunions du CCPC seront utilisés pour orienter l'analyse de politiques.

Les membres représentent les secteurs privés, à but non lucratif et universitaire. Les membres sont sélectionnés à la suite d'un processus de candidature périodique et leur mandat peut durer d'un à cinq ans (y compris les renouvellements). Tous les membres ont une expérience significative de la promotion de la protection des consommateurs financiers ou de la réalisation de recherches sur la protection des consommateurs. Ils permettent à l'ACFC de joindre un vaste auditoire, y compris les aînés, les Canadiens autochtones, les nouveaux arrivants, les jeunes et les Canadiens à faible revenu.

Pour obtenir davantage de renseignements sur le CCPC, veuillez consulter son [mandat](#).

Réunions du CCPC

Le CCPC s'est réuni 6 fois en 2020-2022. Les ordres du jour des réunions comprenaient des présentations sur des questions d'actualité générales et des activités d'échange d'informations, mais il y a aussi eu des discussions sur les sujets présentés ci-dessous.

Réunion de juillet 2020

- Réponse de l'ACFC à la pandémie de COVID-19 : Présentation de la réponse de l'ACFC à la pandémie COVID-19 du point de vue de la littératie financière et de la surveillance.

Réunion de septembre 2020

- Le point sur les mesures relatives à la pandémie de COVID-19 : L'ACFC a fait le point sur les activités de surveillance liées à la pandémie de COVID-19.
- Plan du Mois de la littératie financière : Présentation de la stratégie et des plans relatifs au dixième Mois de la littératie financière.
- Évaluation mystère : Présentation de la méthodologie de l'évaluation et des résultats préliminaires.

Réunion de février 2021

- Cadre de protection des consommateurs de produits et services financiers : Le travail de l'ACFC sur la mise en œuvre de ses pouvoirs accrus en matière de protection des consommateurs.
- Résultats de la consultation sur la Stratégie nationale pour la littératie financière : L'approche de l'ACFC à la consultation sur le renouvellement de la Stratégie nationale pour la littératie financière.
- Charte des droits des débiteurs canadiens (offert en anglais seulement) (Conseil en crédit du Canada) : Présentation par Conseil en crédit du Canada sur la charte des droits adoptée par ses membres.

Réunion de juin 2021

- Plan stratégique de 2021-2026 : Présentation des objectifs stratégiques de l'ACFC au cours des cinq prochaines années et de son processus de planification stratégique.
- Stratégie nationale pour la littératie financière : Présentation du modèle logique de la Stratégie nationale pour la littératie financière et du plan d'engagement connexe.
- Regulators' Guide to Inclusive Design (offert en anglais seulement) (Fair by Design) : Présentation par Fair by Design, une organisation basée au Royaume-Uni, de son travail sur la conception inclusive.

Réunion d'octobre 2021

- Consultations auprès des organismes externes de traitement des plaintes : Échanges de points de vue sur les consultations menées par le ministère des Finances.

Réunion de janvier 2022

- Points saillants du plan d'activités 2022-2023 de l'ACFC : Présentation des objectifs stratégiques de l'ACFC et de leurs initiatives d'autonomisation.
- Stratégie nationale pour la littératie financière – Mesurer les répercussions de la Stratégie nationale pour la littératie financière 2021-2026 : Le point sur la Stratégie nationale pour la littératie financière et la consultation sur la mesure des résultats visés.

Membres du CCPC 2020-2022

Millie Acuna – gestionnaire des programmes de constitution d’avois, SEED Winnipeg

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Renouvellement du mandat : 1^{er} juillet 2022

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2024

Millie Acuna a acquis une expérience unique au sein de l’industrie et du secteur à but non lucratif en offrant un accès à des ressources financières à des Canadiens à faible revenu au cours de ses 15 années d’emploi dans une coopérative de crédit locale et dans le cadre de ses fonctions actuelles de gestionnaire des programmes de constitution d’avois chez SEED Winnipeg.

Au cours de ses années d’emploi au sein du réseau des coopératives de crédit, M^{me} Acuna a occupé divers postes de direction dans sept succursales de détail. Elle a travaillé à l’amélioration des processus et aux programmes d’accès aux services financiers de proximité, en plus d’apporter un soutien à la coopérative de crédit dans le cadre de procédures d’audits et d’évaluation des risques, d’une fusion quadripartite de coopératives de crédit et de la conversion d’un système bancaire. Elle a également mis sur pied une coopérative de crédit gérée par des étudiants pour une école secondaire du centre-ville de Winnipeg.

À l’heure actuelle, M^{me} Acuna coordonne l’exécution de programmes d’autonomisation financière auprès de plus de 100 agences communautaires et offre des services sur place, une formation aux prestataires de services et du mentorat. Les programmes visent notamment la littératie financière et l’accès aux services bancaires.

M^{me} Acuna se passionne pour la prestation de services aux personnes qui n’ont pas accès aux services bancaires ou qui en ont peu et pour le soutien à l’autonomisation financière pour tous afin de contribuer à la création d’un avenir durable.

David Bartucci – directeur du bureau de la protection des consommateurs et directeur des politiques – régimes de retraite, Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF)

Nomination : 15 novembre 2021

Démission : 8 juin 2022

David Bartucci est le directeur, Bureau de la protection des consommateurs et directeur des politiques – régimes de retraite à l’Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF). David s’est joint à l’ARSF tout juste après son lancement à l’été 2019. Le Bureau de la protection des consommateurs de l’ARSF contribue à faire valoir les points de vue des consommateurs et des participants ou des bénéficiaires des régimes de retraite auprès de l’ensemble des secteurs que l’ARSF supervise.

Avant de rejoindre l’ARSF, David a travaillé pendant plus de dix ans au sein de la fonction publique de l’Ontario, y compris au ministère des Finances, au Secrétariat du Conseil du Trésor, au Bureau du Conseil des ministres, et au ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences.

Lise Estelle Brault – directrice principale des données, des fintechs et de l’innovation, Autorité des marchés financiers (AMF)

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Renouvellement du mandat : 1^{er} juillet 2021 et 1^{er} juillet 2022

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2024

Lise Estelle Brault est directrice principale Données, fintech et innovation à l’Autorité des marchés financiers. Elle dirige les initiatives fintech et innovation de l’Autorité, qui visent à développer l’expertise interne en matière de nouvelles technologies et de modèles d’affaires émergents dans l’industrie financière et aussi à faire de l’Autorité un membre important de l’écosystème fintech local. Au niveau national, M^{me} Brault préside le Comité Bac à sable réglementaire des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, un comité travaillant à appuyer les entreprises de la fintech souhaitant offrir des applications, des produits et des services novateurs au Canada. M^{me} Brault est également responsable du développement et de l’opérationnalisation de la gouvernance des données à l’Autorité.

Lise Estelle détient une maîtrise de la London School of Economics and Political Science où elle a étudié la finance et l’économie. Elle possède également un baccalauréat bidisciplinaire en mathématique et économie de l’Université de Montréal. En 2017, elle a remporté le prix Étoile montante de l’Association des femmes en finance du Québec.

Martin Coppack – directeur de la Fair by Design Campaign (Royaume-Uni)

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2022

Martin Coppack est le directeur de la Fair by Design Campaign (Royaume-Uni) qui fait campagne pour mettre fin à la prime à la pauvreté. Fort d’une expérience dans la défense des consommateurs, l’octroi de subventions et la réglementation, il a occupé divers postes, tous ayant pour objectif commun de placer les personnes vulnérables et à faible revenu au cœur de l’élaboration des politiques.

Alors qu’il travaillait au sein de la Financial Conduct Authority, il a créé un modèle de mobilisation des groupes de consommateurs et d’intérêts spéciaux ainsi que des programmes liés à la vulnérabilité des consommateurs et à l’inclusion financière, ce qui a mené à des changements à l’échelle nationale pour les consommateurs. Au sein du Big Lottery Fund, il a dirigé la création d’un programme, d’une valeur de 31,7 millions de livres sterling, visant à favoriser la capacité et l’inclusion financières.

M. Coppack occupe maintenant les fonctions de commissaire à la Commission on Financial Inclusion, administrateur de Young Scot et conseiller auprès du Money and Mental Health Policy Institute. Il a été membre du conseil d’administration de l’Association of Charitable Foundations, de la Nationwide Foundation, de l’Institute of Consumer Affairs, en plus d’agir à titre de commissaire à la Commission on Extra Costs for Disabled People de Scope.

Christian Corbeil – directeur général, Option consommateurs

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2022

Christian Corbeil est directeur général d’Option consommateurs depuis plus de trois ans. Avant d’occuper ce poste, il a œuvré à titre de directeur des opérations, des services et des partenariats au sein de l’Association des diplômés de l’Université de Montréal (2016). M. Corbeil détient aussi plus de 5 ans (2010-2015) d’expérience en accompagnement d’entrepreneurs pour des projets d’économie sociale ainsi qu’en développement d’entreprises coopératives. Il est également président de la Maison

du développement durable depuis mai 2019. M. Corbeil est détenteur d'une maîtrise en science politique de l'Université de Montréal. Lors de la réalisation de celle-ci, il a étudié au Mexique et aux États-Unis. Il parle couramment le français, l'anglais et l'espagnol.

Robin Erica Ford – directrice, Robin Ford Consulting

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Démission : 1^{er} juin 2021

Robin Erica Ford possède de nombreuses années d'expérience de l'élaboration de politiques, du droit public et réglementaire ainsi que de la surveillance et de l'application de la réglementation dans les secteurs des assurances et des marchés de capitaux, de même que dans l'ensemble des services financiers.

Outre le large éventail de travaux juridiques réalisés pour les gouvernements de la Colombie-Britannique et de la Grande-Bretagne, elle a assumé les fonctions de chef des services juridiques des assurances de la Financial Services Authority (anciennement) au Royaume-Uni et de commissaire exécutive de la BC Securities Commission.

Elle a également conseillé des sociétés cotées en bourse au Canada et au Royaume-Uni sur la manière d'améliorer la gouvernance et la conformité, et travaille maintenant avec des organismes de réglementation étrangers pour renforcer leur capacité et leur fournir une aide technique. Elle est membre du groupe consultatif de la National Crowdfunding & Fintech Association of Canada et du Groupe de travail sur les cryptoactifs de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM).

La volonté de veiller au traitement équitable des consommateurs sur un marché concurrentiel est au cœur de toutes ses activités.

Gail Henderson – professeure agrégée à la faculté de droit de l'Université Queen's

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2023

Gail Henderson occupe les fonctions de professeure agrégée à la faculté de droit de l'Université Queen's où elle dispense des cours dans les domaines des contrats, des associations d'affaires, de la réglementation des valeurs mobilières et de la gouvernance d'entreprise. Après avoir obtenu son diplôme de l'Osgoode Hall Law School en 2005 à titre de Médaille d'or, elle a agi comme greffière pour l'honorable Louise Charron de la Cour suprême du Canada. Elle a obtenu son doctorat en sciences juridiques à l'Université de Toronto en 2014. Depuis un voyage de recherche à Dublin, en Irlande, en mai 2014 pour étudier la réponse du gouvernement irlandais à la crise bancaire de 2008, ses recherches se sont concentrées sur la réglementation des ventes et des services financiers.

Plus récemment, dans le cadre d'un projet de recherche interdisciplinaire financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), elle s'est penchée sur les problèmes de protection des consommateurs de produits financiers. Elle a agi à titre de chercheuse principale dans le cadre d'une subvention de développement Savoir du CRSH axée sur la littératie financière au niveau de l'école primaire. Elle est membre non active du Barreau de l'Ontario.

George Iny – directeur exécutif, Association pour la protection des automobilistes (APA)

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Renouvellement du mandat : 1^{er} juillet 2021

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2022

George Iny est heureux de revenir au sein du Comité consultatif des consommateurs de l'ACFC. M Iny est le directeur exécutif de l'Association pour la protection des automobilistes et co auteur du Lemon Aid New and Used Car Guide (2019). Il a réalisé plus de 40 études de terrain sur la vente au détail d'automobiles pour le gouvernement et la télévision. Il a très souvent publié des articles et a été interviewé sur les sujets du financement automobile, de la location bail, des pratiques de vente, de la sécurité, des garanties et d'autres sujets liés au secteur de l'automobile.

Il a été invité par des comités du Sénat et de la Chambre des communes, ainsi que devant l'Assemblée nationale du Québec. Sous sa direction, l'APA a émis plusieurs alertes concernant la montée en flèche des dettes automobiles des consommateurs et l'émergence d'un refinancement mal compris des fonds propres négatifs; l'APA soutient actuellement un recours collectif demandé sur cette question.

Kelley Keehn – spécialiste des finances personnelles et auteure du domaine financier

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2022

Kelley Keehn est pédagogue en finances personnelles, en plus d'être une personnalité médiatique, une conférencière et une auteure primée de dix livres qui ont connu un grand succès. Sa mission est de faire en sorte que les Canadiennes et les Canadiens se sentent bien par rapport à l'argent. Elle voyage actuellement dans tout le pays pour parler à certaines des plus grandes entreprises canadiennes. Elle a participé à des milliers d'émissions de radio et de télévision dans le monde entier, en plus d'agir à titre d'éducatrice financière du Marilyn Denis Show. M^{me} Keehn est également membre de plusieurs comités gouvernementaux et de conseils d'administration d'organisations à but non lucratif. Son dernier livre s'intitule « Talk Money to Me », publié par Simon and Schuster.

Marc Lacoursière – professeur de droit, Université Laval

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2023

Marc Lacoursière est professeur de droit économique à la Faculté de droit de l'Université Laval depuis 2000. Il est membre du Barreau du Québec depuis 1993. Il est l'un des membres fondateurs du Centre d'études en droit économique (CÉDÉ) de la Faculté de droit de l'Université Laval. Il a obtenu son doctorat en droit bancaire de l'Université York (Toronto) en 2001. En 1998, il s'est vu décerner le Prix Minerve pour son mémoire de maîtrise.

Le professeur Lacoursière est impliqué dans plusieurs projets de recherche subventionnés portant sur les banques, la protection des consommateurs et les nouvelles technologies. Il est coauteur, avec la professeure Nicole L'Heureux, de la sixième édition de l'ouvrage Droit de la consommation (Éditions Yvon Blais, 2011) et de la cinquième édition de l'ouvrage Droit bancaire (Éditions Yvon Blais, 2017). Enfin, le professeur Lacoursière est membre du Comité d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'Université Laval depuis 2011.

Donald (Don) Mercer – président et directeur général, Conseil des consommateurs du Canada

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2023

La carrière professionnelle de Don Mercer est axée sur la promotion, la gestion et l'application du droit de la concurrence au sein du Bureau de la concurrence du Canada. Par la suite, il a beaucoup travaillé comme bénévole dans les domaines de la protection des consommateurs, de la défense des intérêts, de la recherche et de la représentation. Après avoir quitté le Bureau de la concurrence, M. Mercer s'est joint au conseil d'administration bénévole du Conseil des consommateurs du Canada (CCC) en 2007 où il a occupé le poste de président et directeur général de 2009 à 2012, et de 2016 à aujourd'hui.

Depuis qu'il s'est joint au CCC, M. Mercer a activement représenté les consommateurs en son nom dans un certain nombre de conseils et de comités consultatifs. Parmi ceux qui sont directement ou indirectement liés aux paiements et aux questions financières, signalons le Conseil consultatif des intervenants de Paiements Canada (depuis 2014), le Comité consultatif externe des intervenants (2011-2012) et le Comité consultatif sur la protection des consommateurs (2018-2020) de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada, le Comité FinPaie du ministère des Finances du Canada (2020-2022 par nomination), et le Comité consultatif externe sur la compétitivité réglementaire du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (2020-2022 par nomination ministérielle).

Elizabeth Mulholland – chef de la direction, Prospérité Canada

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2023

Elizabeth Mulholland est chef de la direction de Prospérité Canada, un organisme de bienfaisance canadien qui se consacre à élargir, grâce à des politiques et à des programmes novateurs, les possibilités économiques des Canadiennes et des Canadiens vivant dans la pauvreté. M^{me} Mulholland s'est jointe à Prospérité Canada en 2011 après avoir travaillé pendant 25 ans en politique publique dans les secteurs public, privé et à but non lucratif, dont dix ans à titre d'experte-conseil indépendante, cinq ans à titre de conseillère principale en matière de politiques au Cabinet du premier ministre et cinq ans comme directrice des relations gouvernementales pour les Centraide de l'Ontario.

Elle est titulaire d'un baccalauréat ès arts en géologie et en français du Wellesley College et a réalisé avec succès un programme d'été de deuxième cycle de l'Université McGill en épidémiologie et biostatistiques.

Glen Padassery – vice-président directeur, Politiques et directeur général de la protection des consommateurs de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Démission : 6 octobre 2021

Glen Padassery est vice-président directeur, Politiques et directeur général de la protection des consommateurs de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers nouvellement créée. Il est chargé de travailler dans les principaux domaines de la réglementation afin d'élaborer des règles régissant les secteurs suivants : assurance IARD, assurance vie et santé (y compris les taux d'assurance automobile), coopératives de crédit et caisses populaires, courtiers en prêts hypothécaires, fournisseurs de services de santé (liés à l'assurance automobile), régimes de retraite et conseillers/planificateurs financiers. En plus de diriger la fonction des politiques stratégiques, il est

également responsable des rôles d'innovation et de protection des consommateurs au sein de l'organisation.

M. Padassery possède plus de 20 ans d'expérience dans le secteur public, ainsi qu'une vaste expertise et expérience en matière de politiques, de conception de programmes et de protection des consommateurs. Il a dernièrement assumé les fonctions de sous-ministre adjoint, Protection du consommateur de l'Ontario, au ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs.

[Michelle Pommells – chef de la direction, Conseil en crédit du Canada](#)

[Nomination : 1er juillet 2020](#)

[Démission : 1^{er} août 2021](#)

Michelle Pommells possède plus de 20 ans d'expérience dans le développement commercial et le marketing. Elle s'est spécialisée dans la gestion de produits et de projets, l'élaboration de programmes, les communications et la planification stratégique pour des organismes à but lucratif et sans but lucratif.

M^{me} Pommells a été nommée chef de la direction du Conseil en crédit du Canada en 2018. Auparavant, elle a occupé le poste de présidente et directrice générale de Home Suite Hope Shared Living Corp., une organisation caritative établie à Halton qui s'efforce d'éliminer la pauvreté grâce à la construction de logements abordables, au perfectionnement des compétences et à la littératie financière. Elle a aussi occupé les fonctions de vice-présidente du développement pour une organisation caritative d'éducation nationale axée sur la famille, et de vice-présidente du marketing pour SMTC, un fournisseur de services de fabrication de bout en bout de produits électroniques.

[Michael Thom – directeur général, CFA Societies Canada](#)

[Nomination : 1^{er} juillet 2020](#)

[Renouvellement du mandat : 1^{er} juillet 2022](#)

[Fin du mandat : 1^{er} juillet 2024](#)

Michael Thom, est un analyste financier agréé et le directeur général de CFA Societies Canada. Il dirige l'orientation stratégique de CFA Societies Canada et défend les normes d'intégrité et d'éthique les plus élevées dans l'intérêt supérieur des investisseurs canadiens, tout en renforçant la notoriété du titre d'analyste financier agréé. M. Thom possède plus de 12 ans d'expérience dans différentes fonctions dans les marchés financiers. Son dernier poste a été celui de directeur d'un gestionnaire de fonds spéculatifs de Toronto. Auparavant, sa carrière était axée sur la négociation d'actions et la gestion de portefeuille dans des entreprises de Toronto et de Vancouver.

M. Thom met à contribution dans ses fonctions ses nombreuses années d'expérience en tant que dirigeant bénévole dans le domaine de la défense des intérêts. Il a été membre du conseil d'administration de CFA Society Toronto et a occupé plusieurs postes bénévoles au sein du CFA Institute, en plus d'être membre et ancien président du Canadian Advocacy Council. M. Thom est diplômé de l'Université de la Colombie-Britannique et est analyste financier agréé.

Benjamin Wolthers – avocat, Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick

Nomination : 1er juillet 2020

Renouvellement du mandat : 1^{er} juillet 2021

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2022

Benjamin Wolthers occupe les fonctions d’avocat à la Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick à Fredericton, au Nouveau-Brunswick. Il est titulaire d’un diplôme en sciences politiques de l’Université Memorial de Terre-Neuve et d’un doctorat en jurisprudence de l’Université du Nouveau-Brunswick. M. Wolthers possède une expérience du travail dans un cabinet privé, ainsi qu’au gouvernement du Nouveau-Brunswick, au ministère de la Justice et du Procureur général, et au ministère des Finances et du Conseil du Trésor. Dans ses fonctions actuelles, il donne régulièrement des conseils sur des propositions législatives ayant des répercussions sur la protection des consommateurs, le secteur des services financiers et les autres activités de réglementation de son organisation.

M. Wolthers est impliqué dans sa communauté à titre de président du Fredericton Boys and Girls Club, d’ancien président de Friends of the Fredericton Public Library et de membre du conseil d’administration de la Fondation des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick.

Nouveaux membres en 2022

Au cours de l'été 2022, l'ACFC a eu le plaisir d'annoncer la nomination de 6 nouveaux membres du CCPC. Leur expérience diversifiée en matière de protection des consommateurs de produits financiers aidera l'ACFC dans ses travaux futurs.

Les nouveaux membres sont:

[Marie-Lyne Côté – directrice de la réglementation des membres, Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières \(OCRCVM\)](#)

[Nomination : 1er juillet 2022](#)

[Fin du mandat : 1er juillet 2024](#)

Marie-Lyne Côté est directrice de la réglementation des membres pour l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) où elle travaille depuis un peu plus de 25 ans. Avant d'occuper le poste de directrice auprès de cet organisme d'autorégulation, elle a occupé les postes d'inspecteur de la conformité et de chef de la conformité. Dans ses fonctions actuelles, elle est responsable des services de la conformité des finances et des opérations et de la conformité de la conduite des affaires. À ce titre, ses responsabilités sont de s'assurer que les courtiers membres respectent les règles de l'OCRCVM au niveau du capital réglementaire requis et de toutes questions touchant la conduite des affaires, pour les courtiers dont le siège social est au Québec et dans les provinces atlantiques.

Avant de se joindre à l'OCRCVM, Mme Côté était auditrice au cabinet Richter, Usher & Vineberg. Elle détient le titre de CPA.

[Fern Karsh – responsable technique principale, Bureau des consommateurs, Autorité ontarienne de réglementation des services financiers](#)

[Nomination : 1^{er} juillet 2022](#)

[Fin du mandat : 1^{er} juillet 2023](#)

Fern Karsh est une avocate qui occupe le poste de responsable technique principale, politiques pour le Bureau des consommateurs de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF). Au cours de sa carrière, elle a travaillé dans les secteurs privé, public et sans but lucratif. À l'ARSF, Fern Karsh dirige des projets d'introspection comportementale, de recherche en consommation et de politiques publiques intersectoriels, préside des groupes de travail internes et nationaux, a conçu le cadre de divulgation et d'autres produits de leadership éclairé de l'ARSF, a fait des présentations à l'intention du gouvernement et d'associations nationales, et gère les intervenants externes.

Avant de se joindre à l'ARSF, Fern Karsh a accumulé plus de 10 ans d'expérience dans le domaine du droit, de la réglementation et des services financiers, en se spécialisant dans la gestion de patrimoine, les valeurs mobilières et la conformité. Elle a occupé les postes d'avocate générale et de secrétaire générale dans le secteur privé, et a travaillé dans le domaine des politiques publiques au sein d'un important organisme de bienfaisance. Intéressée par les industries émergentes, elle a porté une attention particulière aux actifs numériques et pris part à des groupes de discussion lors de diverses conférences sur la réglementation des cryptoactifs. De plus, elle est membre de comités sur les chaînes de bloc et l'intelligence artificielle au Collège George Brown.

Fern Karsh a obtenu son doctorat en droit de l'Université de Toronto et un diplôme en économie et en finances de l'Université Western.

[Julie Kuzmic – agente principale de la conformité protection des consommateurs, Equifax Canada](#)

[Nomination : 1^{er} juillet 2022](#)

[Fin du mandat : 1^{er} juillet 2024](#)

Julie Kuzmic est agente principale de la conformité, protection des consommateurs chez Equifax Canada et une spécialiste reconnue en matière de crédit à la consommation. Julie Kuzmic s'est jointe à Equifax en 2016 et se concentre sur le traitement équitable des consommateurs canadiens en conformité avec les lois applicables. Julie Kuzmic fait valoir les points de vue des consommateurs tant au sein d'Equifax que dans le cadre de discussions avec les clients, les consommateurs, le gouvernement, les organismes de réglementation et les médias. Avant de se joindre à Equifax, Julie Kuzmic a travaillé chez Accenture et Symcor, où elle a dirigé des initiatives complexes en matière de TI, de ventes et de lancement de produits dans les secteurs des banques, des assurances et de la gestion de patrimoine. Julie Kuzmic participe à plusieurs groupes d'experts et de comités, y compris le National Taskforce for Women's Economic Justice du Centre canadien pour l'autonomisation des femmes ainsi que le Comité consultatif des consommateurs de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF).

[Sophie Roussin – analyste en politiques et réglementation en matière de finances personnelles, Union des consommateurs \(UC\)](#)

[Nomination : 1^{er} juillet 2022](#)

[Fin du mandat : 1^{er} juillet 2024](#)

Sophie Roussin est analyste en politiques et réglementation en matière de finances personnelles à Union des consommateurs (UC) depuis 2006. Elle est également chargée de projet et de recherche pour UC.

Politologue de formation (Université de Montréal / Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence) et titulaire d'une maîtrise en Études internationales (Université de Montréal).

Madame Roussin s'est impliquée auprès de divers organismes à but non lucratif au Canada et à l'étranger dans les domaines du logement, de l'exclusion sociale, de l'aide au développement, de la démocratisation, de la jeunesse et du volontariat.

Elle a réalisé plusieurs études portant sur le secteur financier au cours des dernières années dont notamment: Hypothèque inversée: pour un meilleur encadrement, Les barrières aux changements d'institution financière, Petits prêts aux consommateurs: quelles solutions?, Les prêts d'argent entre particuliers via des plateformes Internet: un service financier d'avenir?, Le traitement des plaintes dans le secteur financier : accessibilité pour les consommateurs, Lumière sur l'offre de contenu d'éducation financière sur Internet, entre autres.



Brenda Spotton Visano – professeur émérite, économie et politique publique, Université York

Nomination : 1^{er} juillet 2022

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2024

Brenda Spotton Visano est une professeure émérite d'économie et de politique publique à l'Université York. Elle possède plus de 20 ans d'expérience en recherche axée sur la communauté visant l'amélioration de l'accès aux services financiers et en recherche fondée sur les politiques pour l'analyse des cadres de financement. Ses activités professionnelles visant le renforcement des capacités des collectivités comprennent notamment le fait de conseiller les Premières Nations sur les options de financement pour les programmes sociaux et éducatifs, l'élaboration et l'évaluation de programmes de littératie financière pour les réseaux d'organismes communautaires, et l'analyse de questions de politique en ce qui concerne les solutions de rechange aux options d'emprunt à coût élevé (p. ex., les prêts sur salaire).

En plus d'avoir publié de nombreux ouvrages et articles savants dans des journaux universitaires, elle a contribué à plusieurs rapports pour divers organismes du gouvernement du Canada, des organisations des Premières Nations, l'UNESCO, et des ONG. Elle a siégé au Comité de la recherche sur la littératie financière national de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada et a présidé le Canadian Women Economists Network. Ses recherches, son enseignement et son service à la communauté universitaire ont été reconnus par des prix nationaux, provinciaux et universitaires.

John Stapleton – directeur, Open Policy Ontario

Nomination : 1^{er} juillet 2022

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2024

John Stapleton est un écrivain, un instructeur et un ancien boursier de recherche en innovation avec la Metcalf Foundation.

Il a travaillé pour le gouvernement de l'Ontario pendant 28 ans dans les domaines de la politique et des opérations d'aide sociale et il a été directeur de recherche pour le Task Force on Modernizing Income Security for Working-Age Adults à Toronto. M. Stapleton enseigne la politique publique pour les défenseurs des collectivités et il est fréquemment publié dans les médias locaux et nationaux.

John est associé de recherche principal du Neighbourhood Change Research Partnership à l'Université de Toronto. Il est président de la Commission d'aide aux anciens combattants de l'Ontario, et il est membre du conseil d'administration du Canadian Horse Racing Hall of Fame. Il a été membre du Comité consultatif sur la réduction de la pauvreté du ministre fédéral Jean-Yves Duclos, du groupe consultatif sur la réforme de l'aide sociale du ministre des Services sociaux et communautaires de l'Ontario, de même que du groupe consultatif sur la réduction de la pauvreté à Toronto.

John anime des séminaires très prisés sur la planification de la retraite des personnes à faible revenu et il a présenté sa présentation aux bibliothèques, aux organismes communautaires et aux écoles plus de 110 fois depuis 2012.